



Conseil National des 25 et 26 septembre 2021

En finir avec l'autoritarisme, mettre l'urgence sociale et la 6^e République au cœur des luttes et du débat présidentiel

La pandémie a mis en exergue les inégalités sociales, notre pays compte désormais 12 millions de pauvres. L'autoritarisme et la défaillance du gouvernement s'illustrent dans la gestion chaotique de la crise COVID. Macron a tordu le bras de la population pour mettre en place une obligation vaccinale déguisée et imposer le passe sanitaire, nouvel outil discriminant de contrôle des populations.

Une grande exaspération s'exprime de façon très suivie, de manifestation en manifestation en plein été, devant la remise en cause des libertés individuelles et collectives.

La suspension de contrat et de la rémunération des salarié·e·s pour absence de passe sanitaire n'est pas acceptable. Le passe sanitaire ne peut transformer le code du travail. Les tests PCR et antigéniques doivent rester gratuits.

D'autres alternatives doivent être envisagées pour contrer l'épidémie par la coopération de la population conformément aux directives de l'OMS afin d'assurer la cohabitation entre les personnes souhaitant et ne souhaitant pas se faire vacciner (réaménagements internes aux entreprises, roulement, etc.).

Le passe sanitaire est bien un passe autoritaire. Le gouvernement, par l'intermédiaire de son porte-parole Gabriel ATTAL, vient d'annoncer qu'il envisage de prolonger le passe sanitaire jusqu'à l'été 2022. Il est inacceptable que les élections présidentielles et législatives, précédées de leur campagne, se tiennent sous pression, dans un contexte de contrôle numérique et social. Le passe sanitaire est bel et bien un effet d'aubaine de l'oligarchie pour contrôler la population, faire le tri en son sein et empêcher la mobilisation la plus massive de la population pour ces élections.

Nous défendons la suppression du passe sanitaire et l'effacement des données numériques individuelles. Le piratage récent des données informatiques de l'APHP montre la vulnérabilité des données de la population.

Oui, il y a des vaccins, et nous soutenons la nécessité de convaincre la plus grande part de la population de se faire vacciner, mais il n'y a aucune politique sanitaire d'information, de prévention, de détection, de soins. Le gouvernement continue dans l'incohérence, la pénurie

des moyens et le cynisme. Des milliers d'opérations prévues sont déprogrammées et les fermetures de lits d'hôpitaux se poursuivent. Le corps médical doit avoir la liberté de soigner dignement les patient·e·s tout en respectant le serment d'Hippocrate. Le Parti de Gauche apporte son soutien inconditionnel au personnel soignant aujourd'hui suspendu s'il ne présente pas le passe sanitaire, après avoir été en première ligne, sans blouse, vêtu de sacs poubelle et sans masques. Notre service public de santé est garant de notre bien commun. Il est temps de réaffirmer la nécessité d'un pôle public du médicament et de la recherche. Nos laboratoires de recherche publique ont été saccagés par les réformes. La recherche doit bénéficier de moyens suffisants pour surveiller l'efficacité des vaccins et traiter les signalements sur les effets indésirables.

En l'absence de moyens pour l'éducation (par exemple des purificateurs d'air), le ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, n'a plus que l'aération par les fenêtres des classes pour assurer la ventilation des locaux.

Enfin, malgré une véritable mobilisation, le gouvernement refuse obstinément de lever les brevets des vaccins, alors que les groupes pharmaceutiques se gavent de profits. Cela permettrait la production massive de doses et l'accès à la vaccination des pays pauvres.

La droite, l'extrême droite et les médias dominants souhaitent mettre en avant un agenda réactionnaire. Ils instrumentalisent la sécurité et veulent faire peur autour de l'immigration alors que la précarité et la pauvreté rongent notre société et que les entreprises du CAC 40 continuent à gaver leurs actionnaires. Le gouvernement poursuit sa guerre sociale et veut plonger dans le dénuement un million de chômeur·euse·s supplémentaires avec la contre-réforme de l'assurance-chômage. Il s'acharne à démanteler notre système de protection sociale en modifiant par exemple, en profondeur et à bas bruit, l'éducation nationale et la fonction publique. La crise a également mis en exergue les inégalités de genre pour lesquelles les actions du gouvernement sont inefficaces avec des moyens insuffisants.

Pour le Parti de Gauche, l'urgence sociale, articulée à l'urgence écologique, est la question centrale pour répondre aux attentes populaires. Il s'agit bien de répartir autrement la richesse produite et de réorienter les objectifs de toute la société. Le dernier rapport du GIEC rappelle que l'humanité est devant un défi sans précédent. Sans un virage radical et immédiat dans nos modes de production, d'échanges et de consommation, les perspectives sont accablantes. La planification économique et écologique est l'outil pertinent pour faire bifurquer nos modes de production, d'échanges et de consommation. On pourra ainsi créer plus d'un million d'emplois nouveaux, socialement et écologiquement utiles.

Le mouvement syndical prépare et organise des mobilisations, à commencer par le 5 octobre. Nous y prenons toute notre part de militant·e·s engagé·e·s.

Nous entrons dans la deuxième phase de la séquence présidentielle.

La première a commencé avec la candidature de Jean-Luc Mélenchon en automne dernier. Il avait fait le tour de ses soutiens autour de l'avenir en commun pour mesurer l'adhésion à sa candidature qui a pour mission de porter nos « causes communes » à l'Élysée, seul moyen en V^e République de sortir des politiques austéritaires. Le Parti de Gauche, parti qu'il a cofondé

avec nombre d'entre nous, fut son premier rendez-vous lors du CN des 26 et 27 novembre à Montreuil.

Depuis, la campagne est montée en puissance. Les 4 grands chapitres du programme (écologie, démocratie, partage des richesses et indépendance de la France) ont été déclinés pour le populariser. Le point d'orgue de cette étape fut les Amfis à Valence qui furent un réel succès. La France Insoumise est la seule force politique à être capable de réunir autant de monde autour d'un projet politique, de débats et de fraternité malgré un contexte COVID qui ne facilite pas le militantisme. C'est le premier événement populaire de la rentrée avec plus de 4 000 inscrits, 4 jours de débats et d'échanges, une centaine d'ateliers, plus de 130 invités extérieurs à la France Insoumise pour débattre et échanger autour de notre programme. Le Parti de Gauche a pris toute sa place dans l'organisation de l'événement, dans les débats et en diffusant les 26 thèses de l'écosocialisme.

Huguette Bello, présidente de la région Réunion qui nous fait l'honneur de nous soutenir, a démontré aux Amfis que la France n'a pas pour seule frontière les limites de l'Hexagone, que notre histoire est forcément créolisée et mondiale. Face aux désordres engendrés par la mondialisation capitaliste, notre devoir est de construire une autre mondialisation qui agit pour la redistribution sociale et la préservation de nos écosystèmes. Elle a d'ailleurs conclu son intervention par « Faisons triompher la liberté, l'égalité et la fraternité ». Malgré des pronostics contraires, la Guyane et à la Réunion prouvent que notre combat est gagnable quand le peuple s'en mêle.

Enfin, le programme « l'avenir en commun » est au centre de notre campagne présidentielle porté par la candidature de Jean-Luc Mélenchon qui sera garant de son application. Nous avons donc un programme, un candidat et une stratégie : L'Union Populaire.

Nous devons agréger, encore et encore, autour de notre projet, réunir le peuple autour d'idées majoritaires au lieu de le diviser artificiellement.

À 8 mois des élections, nous assistons à un défilé des candidat·e·s pour les un·e·s auto désigné·e·s, et issu·e·s des primaires pour les autres, une succession candidat·e·s potentiel·le·s qui courent les plateaux télés pour donner leurs opinions et n'ont ni programme ni projet. Nous voyons fleurir diverses propositions opportunistes comme par exemple « je vais doubler le salaire des professeurs », version actualisée de « notre ennemi c'est la finance ».

À la place de propositions démagogiques, nous préférons soutenir les revendications des syndicats de l'Éducation nationale pour la hausse des salaires, le rattrapage du point d'indice pour l'ensemble de la fonction publique et la création de dizaines de milliers de postes plutôt que la mise en concurrence des établissements scolaires à travers la remise en cause de la fonction publique.

Autre écran de fumée toxique, « il faudrait interdire les prénoms étrangers ». Ceci n'exprime rien d'autre qu'un rejet de l'autre, là où nous répondons par la reconnaissance de la créolisation comme processus de fait. Ce processus désigne le résultat de la dialectique de cultures différentes présentes en sein d'une société, sans parler du président candidat qui déroule « ses réformes » jusqu'en 2025 pour imposer comme évidence qu'il sera encore au pouvoir cette année-là.

Nous sommes dans un contexte international où l'ordre mondial dominé par l'impérialisme des États-Unis est bousculé. En Afghanistan, la défaite militaire américaine, et des forces de l'OTAN alliées, s'est achevée dans le chaos et l'humiliation, laissant un pays exsangue et corrompu. Cet épisode met un terme à une agression, invasion, puis occupation de 20 années du pays. Il met finalement un coup d'arrêt à la volonté de réorganiser le monde autour du concept états-unien de « guerre globale contre le terrorisme » qui a servi au prétexte à leurs agressions et ambitions politiques.

Il risque de se terminer à l'identique au Sahel après dix ans d'intervention militaire suite au chaos créé par la volonté de Sarkozy de détruire le régime libyen. Sans contrôle parlementaire suffisant, ces interventions au Mali puis dans toute la bande sahélienne, n'ont fait que renforcer le terrorisme fortement teinté de banditisme dans des pays aux régimes corrompus et soutenus par les intérêts politiques et économiques français. Le retrait de Barkhane doit être effectif et programmé de telle façon que la population ne voie pas encore augmentées ses souffrances. Cela passe par une exigence démocratique et la fin du soutien français aux dictatures. Cela passe aussi par un accueil de celles et ceux qui fuient l'oppression partout dans le monde, notamment les femmes.

Le conservatisme religieux toujours prégnant aux États-Unis laisse des traces partout où il passe. Surtout là où on ne l'attend pas. Pendant que son voisin mexicain se dirige vers une dépénalisation de l'avortement, de l'autre côté du mur, au Texas, c'est le chemin inverse qui est emprunté avec l'interdiction de tout avortement dès 6 semaines ! Tout un symbole. L'impérialisme états-unien, qui tente d'imposer cette idéologie liberticide fait des ravages aux quatre coins de la planète mais se heurte fort heureusement aux soulèvements populaires des révolutions citoyennes et de leur dynamique féministe en Amérique Latine et de par le monde.

Affaibli dans certaines parties du monde, l'Empire contre-attaque comme ces derniers jours en reprenant en main l'équipement en sous-marin nucléaire de l'Australie au détriment du contrat signé par la France dans ce domaine. Cette manœuvre imposée par les Nord-Américains apparaît comme une menace directement adressée à la Chine. Nous n'avons aucun intérêt à participer à une escalade militaire avec la Chine, ni non plus à armer le monde avec le complexe militaro-industriel français. La sortie de l'OTAN est un impératif de paix et d'indépendance de notre politique internationale.

Aux crises stratégiques, s'ajoutent de nombreuses perturbations économiques inquiétantes où la lame de fond d'une nouvelle crise financière se dessine. Les pénuries de matière première se multiplient à l'échelle mondiale et commencent à perturber l'économie réelle. Cette situation critique confirme nos thèses et appellent un retour rapide et conséquent de l'État dans l'économie à travers le protectionnisme solidaire et la planification écologique.

Enfin, le Parti de Gauche doit plus que jamais s'engager dans la bataille publique pour la 6^e République. Il y a encore quelques années, nous étions moqué·e·s lorsque nous parlions de refonder le pacte républicain et que le seul moyen d'en finir avec la monarchie républicaine était une constituante. La seule réponse démocratique est de créer les conditions d'une écriture collective et populaire pour élaborer la règle commune.

De plus, les « années Macron » montrent que nous avons raison. Un « inconnu », E. Macron, soutenu par les « marchés » et le « système médiatique », est arrivé au pouvoir avec moins de 20 % des suffrages des inscrit·e·s.

Des centaines de milliers gens se mobilisent, au départ à cause du prix de l'essence, décident de porter un gilet jaune pour passer d'invisibles à visibles, c'est-à-dire qu'ils veulent être vus et entendus en tant que citoyen·ne·s acteur·trice·s de leur destin qui, enfin finissent par réclamer un RIC et des réformes de rupture.

Un taux d'abstention record lors des élections régionales, la montée de la violence dans notre pays, l'incapacité des gouvernements successifs à mettre en place une stratégie contre le dérèglement climatique, une méfiance des français·es envers la police... Autant de signaux qui font que même les plus grands supporters de la 6^e République se disent qu'il y a un problème de consentement à l'ordre établi et qu'il faut réformer les institutions.

Tou·te·s les candidat·e·s, tous les partis, évoquent les changements à opérer pour rendre la république plus « dynamique » même les médias relayent cette idée. On peut donc raisonnablement penser que ce sujet va être à l'ordre du jour dans les mois qui viennent.

La bataille pour la 6^e République sera rude. Pour la Constituante que nous appelons à mettre en place dès le début de la législature, il s'agira de choisir le type de régime (présidentiel, parlementaire, participatif ou autre), d'articuler l'équilibre en les différents pouvoirs exécutif, législatif, judiciaire, etc., et même d'orienter le choix des modes de scrutin. Il s'agira également pour la Constituante de définir ce qui devra être sanctuarisé dans la Constitution.

Si Jean-Luc Mélenchon est élu, nous savons qu'il y aura une constituante et un grand débat autour d'un nouveau pacte républicain et, dans ce cadre, il faudra défendre et promouvoir les valeurs et les contenus que nous voulons voir figurer dans le texte. Il s'agira de permettre l'intervention populaire et de lever les obstacles aux mesures urgentes nécessaires à la bifurcation écologique et sociale : règle verte, protection des biens communs, limite à la propriété privée et référendum révocatoire.

Au contraire, une défaite signifierait soit le maintien de la V^e République, soit une 6^e République concoctée en petit comité et imposée. Ce n'est pas la même chose si un Éric Ciotti et un Éric Zemmour arrivent à peser suffisamment pour que le droit du sang remplace le droit du sol (rappelons ici que les lois Pasqua, Debré n'ont pas tenu en l'état car elles n'étaient que des lois).

Ce n'est pas la même chose si les partisans de l'Union européenne telle qu'elle existe gagnent le combat pour inscrire la libre concurrence non faussée dans le texte comme ils l'ont fait en 2005 dans le traité constitutionnel européen. Ce n'est pas la même chose si les réactionnaires arrivent à inscrire des origines supposées chrétiennes de l'Europe au détriment de la laïcité...

Dans notre texte fondateur, nous écrivions que nous créons ce parti pour une 6^e République sociale, écologique et démocratique. Nous allons donc renforcer nos actions au service de cette cause, travailler localement, partout en France, auprès de nos partenaires privilégiés, dans la rue, dans des cadres unitaires dans la France Insoumise, dans le cadre de l'Union Populaire afin nous préparer avec nos concitoyen·ne·s à nous construire une République répondant aux enjeux écologiques, sociaux et démocratiques de notre époque.

Le Parti de Gauche déploie son action sur l'ensemble du spectre de l'activité politique : action militante, stratégique et fondamentale. À l'instar de son implication dans la France Insoumise, le Parti de Gauche porte également les déclinaisons concrètes de ses analyses et de sa

réflexion stratégique dans les espaces, les instances et les processus délibératifs et programmatiques de l'Union Populaire.

Il s'agit aussi de donner un sens et un souffle alternatif à nos combats.

En partant des revendications immédiates notamment des exigences sociales, nous donnons un sens historique à notre combat pour l'émancipation humaine, en débarrassant l'humanité de toute exploitation et de toute oppression.

Cela signifie que notre combat politique doit aussi s'étendre au champ des idées pour contrer la pensée unique que veut imposer au peuple la droite extrême et l'extrême droite via les médias complaisants et aux ordres. Le sens des mots est essentiel et notre devoir est de défendre leur véracité face aux détournements de sens qui sont faits (cf. les exemples récents sur la laïcité, l'idéal républicain, la valeur travail etc.). Nous devons remettre à l'endroit ce que d'autres s'acharnent à mettre à l'envers et à pervertir. Il en va de même des contrevérités énoncées par la doxa néo-libérale : nous devons à chaque fois y répondre. La récente confrontation télévisée entre Jean-Luc Mélenchon et Éric Zemmour l'a démontré.

Néanmoins, nous ne devons pas nous enfermer dans un système défensif, réagir par réflexe aux stimuli de nos adversaires (provocation/réaction) qui imposent leur terrain, leurs thèmes, leur tempo. Nous ne devons pas servir de caisse de résonance à leur narration du monde. C'est à nous d'imposer notre histoire. Notre imaginaire, nos valeurs, notre rythme. Les fondamentaux de l'écosocialisme traversent le champ des luttes mais aussi celui des arts et de la culture, accompagnons et amplifions cette bataille culturelle.

Nous devons toutes et tous nous exprimer et contribuer à ce combat idéologique et culturel. Nous voulons faire de l'école l'outil de l'émancipation par la formation et la qualification pour lutter efficacement contre le racisme et l'injustice sociale. Là où le capitalisme cherche à nous enfermer dans ses « éléments de langage » et sa novlangue, là où il cherche à nous enfermer dans la réticulation de ses réseaux de désinformation, nous devons recréer un imaginaire social qui corresponde à la vie que nous voulons vivre ensemble, dans une société respectueuse de l'être humain et de son écosystème. Les luttes, l'expérience concrète des contradictions sociales, les solidarités vécues dans l'adversité et dans l'invention d'alternatives, restent des écoles idéologiques de masse qui participent au combat idéologique et culturel.

« Si le capitalisme gagne la bataille culturelle il n'y a plus d'imaginaire » nous indiquait justement l'École de Francfort. L'imaginaire est forcément contestataire et anticapitaliste.

L'écosocialisme et la 6^e République sont les étoffes dont sont faits nos espoirs et nos rêves.